

Régie
du logement

Québec



ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 2013-2014

Février 2013

1. La comparaison pour chaque ministère et chaque organisme, par poste budgétaire :
 - entre les crédits déposés à l'Assemblée nationale en avril 2012 et ceux proposés par le nouveau gouvernement pour l'exercice budgétaire 2013-2014.

L'information est disponible dans le budget de dépenses 2013-2014.

2. L'ensemble des coûts afférents au changement de gouvernement notamment :

- les coûts liés au changement de structure administrative, ministérielle (publicité, affichage, logo, site internet, pancarte, courrier, enveloppes, entêtes, cartes d'affaires etc.);
- les coûts administratifs, les coûts de transition, les frais de communication;
- les coûts liés à la suppression ou l'ajout de toute information
- les coûts liés aux photos officielles; et
- tout autre coût le cas échéant.

La Régie du logement n'a encouru aucun coût relié au changement de gouvernement.

3. Liste des voyages Hors Québec pour l'année financière 2012-2013 :

- les endroits et dates du départ et du retour;
- une copie des programmes et rapports de voyage ou de mission; les personnes rencontrées;
- le coût ventilé par poste : frais de déplacement, frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;
- les noms des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants;
- la liste et le détail de toute entente signée ou annoncée, le cas échéant;
- les résultats concrets obtenus et détaillés pour chaque voyage;
- la copie des rapports de mission;
- les investissements annoncés, le cas échéant.

Aucun voyage Hors Québec n'a été fait par la Régie du logement durant la période 2012-2013.

4. Pour chaque voyage ou déplacement en avion ou en hélicoptère fait au Québec pour l'année financière 2012-2013 de chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels et des dirigeants d'organismes :
- l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
 - les coûts ventilés;
 - le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;
 - pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

Aucun voyage ou déplacement en avion ou en hélicoptère au Québec n'a été fait par la Régie du logement durant la période 2012-2013.

5. Liste des dépenses en publicité (incluant Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme :

- la ventilation des sommes dépensées pour l'exercice financier 2012-2013 et les prévisions pour 2013-2014;
 - le nom des firmes de publicité retenues;
 - le nom des fournisseurs;
 - le mode d'octroi de chaque contrat;
 - le but visé par chaque dépense;
 - pour chaque dépense en commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
 - le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.
-

Sans objet.

6. Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) :
- la ventilation des sommes dépensées pour l'exercice financier 2012-2013 et les prévisions pour 2013-2014;
 - le but visé par chaque dépense;
 - s'il y a lieu, préciser pour chaque contrat octroyé dans le cadre d'un événement : le nom du professionnel ou de la firme; le coût, y compris les avenants et/ou suppléments; la date; le mode d'octroi.

PLQ: le nombre d'événements ventilé par type d'événements.

Exercice financier 2012-2013

La Régie du logement n'a pas organisé, ni tenu, de conférences de presse ou d'événements médiatiques pour la période concernée.

7. La liste des dépenses en formation de communication :

Organisés par le ministère ou l'organisme :

- les sommes dépensées depuis le 31 août 2012 et les prévisions pour 2013-2014;
- le but visé par chaque dépense;

Organisés par une firme externe :

- les sommes dépensées depuis le 31 août 2012 et les prévisions pour 2013-2014;
 - le nom de la ou des firmes de publicité;
 - le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
 - le nom des fournisseurs;
 - le but visé par chaque dépense;
-

Sans objet.

8. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi de tous les contrats octroyés par chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme en 2012-2013 en indiquant, pour chaque contrat :

- le nom du professionnel ou de la firme;
 - le détail des travaux ou services effectués (but visé);
 - le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
 - l'échéancier;
 - le mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
 - dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.
-

Régie du logement		
Liste des contrats octroyés en 2012-2013		

Fournisseur	Description	Montant
142015 Canada inc.	Serrurier	3 071.00 \$
1-800-GOT-JUNK ? ®	Ramassage et destruction de chaises	1 565.00 \$
2990181 Canada inc. (Hôtel Universel Montréal)	Location de salles	4 489.43 \$
Agence de déménagement J.M.V. (9025-3253 Québec inc.)	Déménagements	3 742.75 \$
Bell Canada (Compagnie de téléphone Bell du Canada)	Téléphone	2 875.80 \$
Biasi, Sabine	Traduction	16 878.96 \$
Birks & Mayors Inc.	Montres pour les employés	1 185.00 \$
Bruchesi, Toulouse, Brassard S.E.N.C.	Huissiers	1 140.69 \$
Carpentier, huissiers de justice	Huissiers	2 840.44 \$
Centre Hi-Fi	Téléviseur avec support et terminal	1 547.38 \$
Centres d'achats Beauward Ltée, Les	Agent de sécurité	2 142.00 \$
CIRA Services médicaux inc.	Service de santé- aide aux employés '	1 195.00 \$
Communication Demo inc.	Revue de presse	11 652.98 \$

Fournisseur	Description	Montant
Consultants Longpré & associés inc., Les	Service de santé- aide aux employés	2 961.25 \$
Copicom Solution inc.	Imprimantes	1 328.66 \$
Corporation d'affacturage J D (Sécurité des deux-rives)	Agent de sécurité	15 184.61 \$
Courrier parlementaire, Le (Publication Mass-Média inc.)	Accès électronique au courrier parlementaire	1 750.00 \$
Déménagement Montréal Express inc.	Entreposage et livraison de mobilier	6 402.86 \$
Éditions Yvon Blais inc., Les	Abonnements	7 823.30 \$
Éducaloi	Contrat de service pour impression dépliants pour les aînés	8 134.00 \$
Électronique Microtech Canada inc.	Contrat de service pour maintenance du panneau d'affichage	2 380.00 \$
Equipbureau Canada inc.	Câblage pour téléphone et data	2 000.00 \$
Étude Derepentigny	Huissiers	1 955.42 \$
Étude H. Paul Proulx inc.	Huissiers	1 338.00 \$
Fiducie la Tour	Réparation du dégât d'eau au 2360 et déplacement de colonnettes	6 304.88 \$
Filion Desjardins huissiers de justice S.E.N.C.R.L.	Huissiers	2 095.76 \$
Galarneau, Sauvé inc.	Huissiers	1 424.13 \$
Gestion Jean-Paul Michaud inc.	Avocats	11 382.93 \$
Grenier et associés, huissiers de justice	Huissiers	12 871.87 \$
Groupe de sécurité Garda inc., Le	Agent de sécurité	2 285.26 \$
Hôtel des Seigneurs Saint-Hyacinthe (002)	Location de salles	1 505.00 \$
Hôtel Forestel Centre des Congrès	Location de salles	1 020.00 \$
Hypertec Systèmes inc.	Ordinateurs et imprimantes	20 162.00 \$

Fournisseur	Description	Montant
I.P.A.S. [Investigation-Protection-Accès-Sécurité] inc.	Agent de sécurité	7 256.87 \$
Installation V.R.A.K. inc.	Réaménagement et réparation de mobilier	1 340.00 \$
Investigation Sécuri-Max inc.	Agent de sécurité	16 581.60 \$
Langlois Kronström Desjardins avocats S.E.N.C.R.L.	Avocats	20 149.83 \$
Lexisnexis Canada inc.	Abonnements	1 243.45 \$
Luis, Manuel	Serrurier	1 937.05 \$
Mardigrafe inc.	Travaux de graphisme et de prépresse pour le rapport annuel	4 797.00 \$
Meubles d'Art, Les	Tablettes, meubles et pigeonniers	19 220.00 \$
Meubles normalisés Québec [MNQ] inc.	Meubles de bureau (fauteuils pour salles de réunion et bras de chaises ergonomiques)	13 131.30 \$
Momentum 2000 inc.	Maintenance et location de refroidisseurs d'eau	2 116.82 \$
Nettoyeur de tapis Perfection inc.	Nettoyage de tapis aux bureaux de Longueuil et Saint-Jérôme	2 032.00 \$
Norbec Communication	Équipements pour 4 salles d'audiences	11 510.40 \$
Norbec Communication	Travaux et réparation des systèmes aux salles d'audiences	11 566.66 \$
Novaxis Solutions Inc.	Abonnements	2 025.25 \$
Nurun inc.	Entretien et évolution SISTA	4 757.70 \$
Paradis Montpetit Beauchamp, huissier justice, div. Recouv.	Huissiers	3 251.10 \$
Paré, Ouellet, Bigaouette et associés	Huissiers	10 841.83 \$
Présent	Maintenance de matériels et de logiciels	3 852.00 \$
Publications CCH ltée	Ouvrages de référence	1 059.00 \$
Sécurité Kolossal inc.	Agent de sécurité	2 940.96 \$

Fournisseur	Description	Montant
Service de bureau Vic-Tek inc.	Caisses enregistreuses	2 029.50 \$
Service d'entretien Distinction inc.	Service d'entretien	5 486.38 \$
Service d'Interprétation Visuelle et Tactile du Montréal-Métropolitain	Interprétation pour les sourds et muets	1 141.25 \$
Services conseils M.S. Gosselin inc.	Consultant : Analyse d'une plainte	2 108.50 \$
Société en commandite transport de valeurs GARDA	Transport de valeurs	18 023.40 \$
Solutions Victrix inc., Les	Tests d'intrusion sur le site Web de la Régie	15 400.00 \$
Stetronic (9068-6502 Québec inc.)	Installation et surveillance du système d'alarme	4 238.95 \$
Sungard Availability Services Canada ltd	Sécurité et relève informatique	15 344.00 \$
Supremex inc.	Impression d'enveloppes	3 388.68 \$
Vidéotron ltée	Services de communication	1 548.13 \$
Wilson & Lafleur, limitée (Librairie)	Ouvrages de référence	10 235.00 \$
Wokebe inc.	Décontamination de matériel informatique	2 920.00 \$
		388 110.97 \$

9. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2012-2013 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la *Loi sur les contrats des organismes publics*, en indiquant :

- le nombre d'autorisations;
- le nom du professionnel ou de la firme touché(e);
- le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;
- le montant accordé;
- les motifs de la demande;
- tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats

Aucun contrat ayant fait l'objet d'une autorisation du président, comme il est prévu à l'article 17 de la *Loi sur les contrats des organismes publics*, n'a été octroyé par la Régie du logement en 2012-2013.

10. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel depuis le 31 août 2012 en indiquant :
- le nom du professionnel ou de la firme;
 - le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;
 - le mandat et le résultat (rapport ou document final);
 - le coût;
 - l'échéancier;
 - dans le cas d'octroi par soumission, le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.
-

Sans objet.

11. Le nombre de consultants externes intégrés (nombre de personnes) ou oeuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère.
-

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

12. Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques initié depuis l'année financière 2003-2004, indiquer :

- le nom du projet;
- la nature du projet;
- l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- le coût initial prévu pour la réalisation du projet;
- les plus récentes estimations du coût du projet;
- les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- les firmes ou OSBL associés au développement du projet (incluant les sous-traitants), les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour.

PROJET 1

Nom du projet

SISTA (Système intégré de services pour tribunaux administratifs)

Nature du projet

Développement et implantation d'un nouveau système de mission qui supportera les activités d'adjudication, de conciliation et d'information de la Régie du logement.

Coût initial prévu pour la réalisation du projet

2 199 200 \$

Plus récentes estimations du coût du projet

2 632 218 \$

Coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet

1 374 400 \$

Estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet

1 257 818 \$

Firmes ou OSBL associés au développement du projet

Nurun

Pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour

80 %

PROJET 2

Nom du projet

Conversion de tables de données

Nature du projet

Conversion de tables de données exploitées dans des programmes montés en Cobol et RPG en vue d'une exploitation dans un environnement Oracle.

Coût initial prévu pour la réalisation du projet

172 895 \$

Plus récentes estimations du coût du projet

175 100 \$

Coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet

64 613 \$

Estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet

110 487 \$

Firmes ou OSBL associés au développement du projet

Nurun

Pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour

50 %

13. Pour le cabinet ministériel, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, le montant, pour l'année 2012-2013 (et ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes :

- la photocopie;
- le mobilier de bureau;
- l'ameublement;
- le remboursement des frais de transport;
- le remboursement des frais d'hébergement;
- le remboursement des frais de repas;
- le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : a) au Québec, b) à l'extérieur du Québec.

PLQ:

- les distributeurs d'eau de source;
- location et entretien des plantes incluant les plantes artificielles;
- location et entretien de la machine à café;
- location ou achat d'encadrement;

Catégorie :	Coût 2012-2013
- Photocopie :	26 961 \$
- Ameublement	36 669 \$
- Mobilier de bureau :	100 029 \$
- Remboursement des frais de transport :	103 437 \$
- Remboursement des frais d'hébergement :	38 476 \$
- Remboursement des frais de repas :	36 758 \$
- Remboursement des frais d'alcool et de fêtes : cérémonie des 25 ans de service des employés	565 \$

- Ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :	
i. au Québec :	
- frais de voyage :	32 077 \$
- frais d'inscription :	26 554 \$
ii. à l'extérieur du Québec :	
- frais de voyage :	0 \$
- frais d'inscription :	0 \$

PLQ

- Distributeurs d'eau de source :	0 \$
- Location et entretien des plantes :	900 \$
- Location et entretien de la machine à café	0 \$
- Location ou achat d'encadrement	2 381 \$

Note : Les montants inscrits couvrent la période du 1^{er} avril au 30 novembre 2012.

14. Pour le cabinet ministériel, la direction générale du ministère et pour le ministère et les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour l'année 2012-2013, de chacune des dépenses suivantes reliées à la téléphonie :

- le nombre de téléphones cellulaires, « Blackberry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents utilisés;
- le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres);
- le nombre de téléavertisseurs utilisés;
- les coûts d'acquisition des appareils;
- le coût d'utilisation des appareils;
- le nom des fournisseurs;
- le coût des contrats téléphoniques;
- le nombre de minutes utilisées.

PLQ :

- les coûts de résiliation;
- les ordinateurs portables.

Au 30 novembre 2012, la Régie du logement avait 16 « BlackBerry » et 6 cellulaires en opération. Aucun « iPhone » ou autre type de téléphone intelligent, aucun téléavertisseur et aucune tablette électronique (IPAD ou autres).

Coût d'acquisition des appareils

Aucun.

Coût d'utilisation et des contrats d'appareil

Coût d'utilisation : 7 233, 30 \$

Nombre de minutes utilisées

17 270,80 minutes

Nom du fournisseur

Bell Mobilité et Rogers Sans-fil

Ordinateurs portables

7 960 \$

15. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013 ainsi que les prévisions pour 2013-2014 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation) :

- a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); **35 ans et plus;**
 - b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); **35 ans et moins;**
 - c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
 - d) le nombre total et la ventilation du nombre de congés de maladie en réserve pour le personnel et leur valeur estimée;
 - e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires;
 - f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;
 - g) le nombre total et la ventilation du nombre de jours de vacances en réserve pour le personnel et leur valeur estimée;
 - h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;
 - i) le nombre et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) du personnel qui reçoit une rémunération du ministère ou d'un organisme en relevant, et qui reçoit également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé ou de l'éducation;
 - j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, etc.) et par leur territoire habituel de travail (direction centrale ou régions);
 - k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
 - l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
-

15. a) b) Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles (de chaque ministère et pour chacun des organismes relevant de sa compétence) pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) par ministère, par cabinet ministériel et par organisme pour 2012-2013.

Catégorie d'emploi	Sexe		Total et % de l'effectif	- 35 ans	35 ans et +		Personnes handicapées	Anglophones	Autochtones	Communautés culturelles
	Hommes	Femmes								
Cadres	4 80 % ³	1 20 % ³	5 2 %		5 100 %					1 20 %
Professionnels	6 70 % ³	14 70 % ³	20 9 % ⁴	9 47 %	11 55 %					6 30 % ³
Fonctionnaires	43 28 % ³	110 72 % ³	153 69 % ⁴	16 10 %	137 90 %		21 14 % ³	1 1 % ³		24 16 % ³
Total de l'effectif régulier¹ et occasionnel	53 30 % ⁴	125 70 % ⁴	178 81 % ⁵	25 14 %	153 86 %		18 10 %	1 1 %		31 17 % ⁴
Hors cadres ²	20 47 %	23 53 %	43 19 %		43 100 %		1 2 %			2 5 % ³
Total de l'effectif Global	73 33 % ⁵	148 67 % ⁵	221 100 %	25 11 %	196 89 %		22 10 % ⁵	1 0,5 % ⁵		33 15 % ⁵

¹ Nommé et rémunéré selon la Loi sur la fonction publique

² Personnel de la haute direction et régisseurs

³ Pourcentage par catégorie d'emploi

⁴ Pourcentage de l'effectif régulier et occasionnel

⁵ Pourcentage de l'effectif global

Question 15 c) d) e)

Nombre total d'heures supplémentaires faites par le personnel en 2012-2013

		2012-2013
Heures suppl.		10 823,11

Nombre total de journées de maladie prises par le personnel en 2012-2013

		2012-2013
Maladies (jours)		2 207,00

Question 15 f) g) h)

NOMBRE DE JOURNÉES DE VACANCES PRISES PAR LE PERSONNEL SUR UNE BASE MENSUELLE

NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE

EMPLOYÉS DE LA RÉGIE DU LOGEMENT (Embauchés selon la Loi sur la fonction publique)

[illegible]

Question 15 d) g)

- d) le nombre total et la ventilation du nombre de congés de maladie en réserve pour le personnel et leur valeur estimée;
 - g) le nombre total et la ventilation du nombre de jours de vacances en réserve pour le personnel et leur valeur estimée;
-

Ces questions ne semblent pas pertinentes à l'exercice de l'étude des crédits.

Question 15 i) j) k) l) m) n) :

Effectif régulier par catégories d'emploi et par territoire en 2012-2013

	Hors cadres	Cadres	Professionnels et juristes	Techniciens	Personnel de bureau	TOTAL
Siège social	2	3	15	8	12	40
Montréal	26	0	5	4	47	82
Nord et Ouest du Québec	10	1	0	0	25	36
Québec et Est du Québec	5	1	0	1	20	27
Total	43	5	20	13	104	185

Note : L'effectif autorisé au 31 mars 2013 est de 202

Nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche en 2012-2013 : 1

Nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie en 2012-2013 : 1

Nombre d'employés recevant une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère et qui reçoit également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation :

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1^o de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

Niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des 5 prochains exercices budgétaires :

Données non disponibles

Question 15 m) :

Nombre de postes par catégories d'emploi et par territoire en 2012-2013

	Hors cadres	Cadres	Professionnels et juristes	Techniciens	Personnel de bureau	TOTAL
Siège social	2	3	15	9	15	44
Montréal	26	0	5	5	61	97
Nord et Ouest du Québec	10	1	0	0	36	47
Québec et Est du Québec	5	1	0	1	26	33
Total	43	5	20	15	138	221

Note : L'effectif autorisé au 31 mars 2013 est de 202

16. Pour chaque ministère et organisme, et ce par direction :

- a) Le nombre de départs à la retraite en 2012-2013 (PLQ: les indemnités de retraites qui seront versées);
- b) nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;
- c) nombre de départs à la retraite prévus pour 2013-2014 et 2014-2015 (PLQ: les indemnités de retraites qui seront versées)
- d) nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

Nombre de départs à la retraite en 2012-2013	16 ⁽¹⁾
Nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines	Voir note
Nombre de départs à la retraite prévus pour 2013-2014	40 ⁽²⁾
Nombre de départs à la retraite prévus pour 2014-2015	7
Nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique embauchés pour un ou des contrats	Aucun

Note :

Avant le CT 211697 du 3 juillet 2012 : 3 départs à la retraite sur 5 remplacés, soit 60%.

Après le CT 211697 du 3 juillet 2012 : 4 départs à la retraite sur 4 remplacés, soit 100%.

⁽¹⁾ Au 30 novembre 2012, il y avait 11 départs à la retraite incluant 2 régisseurs. Entre le 30 novembre 2012 et le 31 mars 2013, 5 retraites sont prévues.

⁽²⁾ Incluant 15 régisseurs mais les régisseurs ne sont pas visés par le taux modulé de remplacement des départs à la retraite.

17. Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en indiquant pour chacun d'eux :

- l'emplacement de la location;
- le coût de la location;
- le coût de location au mètre carré;
- la superficie totale pour chaque local;
- la superficie totale réellement occupée;
- la superficie inoccupée;
- le propriétaire de l'espace loué;
- la durée du bail;
- les coûts d'aménagement ou de rénovation réalisés depuis le 1er avril 2012.

PLQ: le nom des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

Le montant total de location versé est de **1 505 151,76 \$** pour la période du 1^{er} avril 2012 au 30 novembre 2012.

Coût des aménagements depuis avril 2012 : **373 544,78 \$**

Emplacement	Superficie louée -m ²	Coût total	Coût des aménagements depuis avril 2012	Durée du bail	Propriétaire de l'espace loué
BAIE-COMEAU 625, boul. Lafèche	68,37	7 901,28 \$		2015-06-14	Corporation Headway Ltée
DRUMMONDVILLE 1680, boul. Saint-Joseph	96,34	8 962,80 \$		note 1	S.I.Q.
GASPÉ 96, Montée Sandy Beach	41,6	5 917,28 \$		note 1	S.I.Q.
GATINEAU 170, rue de l'Hôtel de Ville	379,24	91 114,56 \$		note 1	S.I.Q.
GRANBY 77, rue Principale	174,47	16 042,64 \$		note 1	S.I.Q.
JOLIETTE 450, rue Saint-Louis	131,32	14 873,12 \$		note 1	S.I.Q.
SAGUENAY 3950, boul. Harvey	276,91	24 371,92 \$		note 1	S.I.Q.
LAVAL 2800, boul. Saint-Martin O.	351,4	51 727,20 \$		note 1	S.I.Q.
LÉVIS 5130, boul. de la Rive-Sud	65,06	6 961,84 \$		2011-02-14	Hydro-Québec
LONGUEUIL 201, Place Charles-Lemoyne	631,61	54 678,08 \$		note 1	S.I.Q.
MONTREAL (village olympique) 5199, Sherbrooke est	4457,92	734 434,56 \$	373 544,78 \$	entente de location 2017-06-30	Capreit 2 limited partnership
MONTREAL - entrepôt 190, boul. Crémazie est	740,17	49 217,52 \$		note 1	S.I.Q.

Emplacement	Superficie louée -m ²	Coût total	Coût des aménagements depuis avril 2012	Durée du bail	Propriétaire de l'espace loué
MONTRÉAL (centre-ville) 1425, René-Lévesque O.	713,82	96 328,40 \$		2015-02-28	4010205 Canada Inc.
QUÉBEC 900, bl. René-Lévesque est	847,39	162 931,92 \$		2028-03-31	880 Honoré-Mercier S.E.C. 9193-3671 Québec
RIMOUSKI 337, rue Moreault	276,22	26 425,36 \$		note 1	S.I.Q.
RIVIÈRE-DU-LOUP 33, rue de la Cour	32,6	3 766,08 \$		note 1	S.I.Q.
ROBERVAL 755, boul. Saint-Joseph	25,21	2 847,12 \$		2011-01-31	Société en commandite Plaza Roberval enr.
ROUYN-NORANDA 255, rue Principale	48,29	5 417,60 \$		2014-10-31	Développement Tetra inc.
SAINT-ANTOINE 500, boul. des Laurentides	197,39	27 390,08 \$		2016-12-15	Riocan Holdings (Québec) inc.
SAINT-HYACINTHE 600, avenue Sainte-Anne	58,56	7 164,00 \$		2011-10-31	Dominique St-Jean & Pierre Bienvenue
ST-JEAN-SUR-RICHELIEU 109, rue Salaberry ouest	123,89	14 720,16 \$		note 1	S.I.Q.
SALABERRY-DE-VALLEYFIELD 151, rue Salaberry ouest	98,17	9 925,44 \$		2011-06-30	Sylvain Fillion & Stéphane Perras
SEPT-ÎLES 456, rue Arnaud	46,85	5 504,64 \$		2016-12-31	Gestion Immobilière de la Rive
SHAWINIGAN 212, 6 ^e rue	67,16	6 428,32 \$		note 1	S.I.Q.
SHERBROOKE 200, rue Belvédère nord	272,51	38 257,92 \$		2019-07-14	2423-5632 Québec inc.

Emplacement	Superficie louée -m ²	Coût total	Coût des aménagements depuis avril 2012	Durée du bail	Propriétaire de l'espace loué
THETFORD-MINES 693, St-Alphonse nord	8,04	774,00 \$		note 1	S.I.Q.
TROIS-RIVIÈRES 100, rue Laviolette	309,79	28 269,04 \$		note 1	S.I.Q.
VAL-D'OR 595, 6 ^e avenue	21,68	2 798,88 \$		2015-01-07	André Soucy
TOTAL (versé à la S.I.Q.)		1 505 151,76\$	373 544,78 \$		
Note 1: Aucune durée de bail pour les immeubles en propriété (S.I.Q.)					

18. Coûts de déménagement, d'aménagement et de travaux effectués dans les cabinets ministériels et dans leur bureau de circonscription du 1^{er} avril 2011 à ce jour.
-

Sans objet.

19. Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2012-2013, en indiquant pour chaque individu :

- la date de l'entrée en fonction;
- le titre de la fonction;
- l'adresse du port d'attache;
- le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- la prime de départ versée, le cas échéant;
- le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
- la liste du personnel politique incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- la description de tâches;
- le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet depuis le 1er avril 2012;
- le nombre total d'employés au cabinet;
- la masse salariale totale par cabinet pour les années 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013;
- le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
- s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.

Sans objet.

20. Liste des sommes d'argent versées en 2012-2013 à même le budget discrétionnaire du ministre et du ministère, en indiquant :

- le nom de l'organisme ou de la personne concerné;
- la circonscription électorale;
- le montant attribué;
- le détail du projet visé et le but poursuivi par l'organisme;
- la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

Sans objet.

21. Liste du personnel en disponibilité par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc...) en indiquant :

- le poste initial;
- le salaire;
- le poste actuel, s'il y a lieu;
- la date de la mise en disponibilité;
- les prévisions 2013-2014.

La réponse à cette question sera transmise par le **Conseil du trésor** et ce, pour tous les ministères et organismes.

22. Pour chaque ministère et organisme, le nombre d'occasionnels mis à pied par catégories d'âge en 2012-2013.
-

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

23. Nombre de fonctionnaires et/ou ETC affectés au Plan Nord, pour chaque ministère et organisme, incluant le cas échéant la Banque de développement économique du Québec pour les années 2011-2012, 2012-2013 et les prévisions 2013-2014.
-

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

24. Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :

- le nom de la personne;
- le poste occupé;
- le salaire de base et additionnel (s'il y a lieu);
- l'assignation initiale;
- la date de l'assignation hors structure;
la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

Aucun.

25. Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- le nom de la personne;
- le poste occupé;
- le salaire de base et additionnel (s'il y a lieu);
- l'assignation initiale; la date de l'assignation hors structure;
- la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

Aucune personne.

26. Liste de tous les abonnements du cabinet, du ministère et organismes publics ainsi que le coût de chacun :

- les clubs privés ou autres;
- les billets de saison, les loges;
- aux journaux, revues mensuelles, publications papier et en format électronique etc.;
- sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka etc.)

Juridique

Accès à l'information (selon MAJ)	214.00 \$
Accès à l'information et protection des renseignements personnels (selon MAJ) + 1 connexion internet	1 137.00 \$
Annuaire téléphonique judiciaire du Québec	94.00 \$
Banque AZIMUT	7 459.00 \$
Charte des droits de la personne Alter Ego	190.00 \$
Code civil du Québec et Code de procédure civile (volumes reliés en format poche, 55 exemplaires)	2 607.00 \$
Code civil du Québec (selon MAJ)	63.00 \$
Code de procédure civile (selon MAJ)	63.00 \$
Code municipal et lois connexes (selon MAJ)	63.00 \$
Droit de la personne et les relations de travail (selon MAJ)	179.00 \$
JurisClasseur Québec – Collection de 24 volumes (selon MAJ)	1 385.00 \$
La Référence (anciennement Droit civil en ligne)	5 240.00 \$
Loi et règlement sur le logement locatif (MAJ - 1an inclus)	10 000.00 \$
Légis Québec (10 licences)	2 186.00 \$
Lois sur les cités et villes	63.00 \$
Recueil de jurisprudence du Québec	325.00 \$
Revue légale	140.00 \$
Tableau des modifications et index sommaire des règlements (Internet)	297.00 \$
Tribunaux administratifs du Québec – Règles et législations annotées	197.00 \$

Gestion

Le Courrier parlementaire (INTERNET – service quotidien)	1 750.00 \$
Canadian Lawyer	79.00 \$
Fortune	20.00 \$
Les affaires	80.00 \$

Communications

Journal de Montréal	42.00 \$
Journal La Presse	138.00 \$
Journal Le Devoir	466.00 \$
Journal Le Soleil	138.00 \$
Journal The Gazette	96.00 \$
Journal de Québec	46.00 \$
Journal Le Droit	138.00 \$

TOTAL : 34 895.00 \$

Note : compilation faite du 1^{er} avril au 30 novembre 2012

27. Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

- le nom du site Web;
 - le nom de la firme ou du professionnel ayant conçu le site;
 - les coûts de construction du site;
 - les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
 - les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
 - la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »);
 - la fréquence moyenne de mise à jour.
-

Nom du site Web

www.rdl.gouv.qc.ca

Nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site

La conception du site en production de mars 1999 à décembre 2002 a été faite par la compagnie Clickon Technologies (chargé de projet : Jeff McDonald) en collaboration avec deux membres du personnel de la Régie.

Une première refonte du site a été amorcée au dernier trimestre de l'exercice 2001-2002 avec le concours de la firme Cognicase. La refonte a été poursuivie par le personnel de la Régie au cours de l'exercice 2002-2003, et sa mise en production a eu lieu en décembre 2002.

Une deuxième refonte du site a été effectuée au cours de l'exercice 2006-2007, et son entrée en vigueur a eu lieu en décembre 2006. Il a été conçu à l'interne, à l'exception d'un étudiant embauché pour deux mois.

Coûts de construction du site

Le coût de construction du site en 1998-1999 s'est élevé à 10 000 \$.

Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour

Le site Web est hébergé au CSPQ au coût de 1 200 \$ par année.

L'entretien et la mise à jour du site sont effectués à l'interne.

Le responsable du contenu sur le site

Geneviève Trudel, conseillère en communication et édimestre.

Coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement)

- Création initiale : 1996 (site contenant des informations sommaires)
- Véritable création : mars 1999 (site structuré)
- 1^{re} refonte : 2002-2003
- 2^e refonte : 2006-2007

Le site a été fait pour la première fois en 1996. Il contenait des renseignements fragmentaires sur la Régie.

La première véritable construction du site remonte à l'exercice 1998-1999, construction qui s'est terminée en mars 1999. L'objectif visé était l'amélioration des informations transmises aux citoyens en matière de bail en vue de favoriser l'harmonisation des relations entre locataires et propriétaires.

Une première refonte du site a débuté au dernier trimestre de l'exercice 2001-2002 avec le concours de la firme Cognicase et s'est poursuivie au cours de l'exercice 2002-2003 par le personnel de la Régie. La mise en production a eu lieu en décembre 2002. Le coût de 24 740\$ a été assumé par Les Publications du Québec pour le compte de la Régie du logement. Les critères retenus pour justifier les changements étaient les suivants :

- permettre à l'utilisateur d'avoir accès, dès la page d'accueil, à un plus grand nombre d'informations, de rubriques, de documents et de nouvelles du jour;
- faciliter la navigation pour permettre à l'utilisateur de trouver l'information recherchée en moins d'une minute;
- voir à ce que les pages du site soient organisées de manière cohérente et intuitive pour l'utilisateur.

La deuxième refonte du site a été réalisée au cours de l'exercice 2006-2007 par des ressources à l'interne, à l'exception d'un étudiant, embauché pour deux mois, qui a réalisé la conception graphique. Le coût de son embauche s'est élevé à 2 700\$, auquel s'est ajoutée l'acquisition de photos dont les droits se sont élevés à moins de 1 000\$. Le coût total de cette deuxième refonte s'élève donc à 3 700\$.

Les critères visés pour cette deuxième refonte :

- une navigation simplifiée et améliorée;
- une visualisation allégée et une présentation graphique plus aérée.

Ces critères ont simplifié et agrémenté l'exploitation du volet interactif du site. Ainsi les citoyens peuvent, avec plus de facilité, faire un suivi de leurs dossiers en cours à la Régie et, le cas échéant, consulter et télécharger les décisions rendues dans ces dossiers. De plus, les avocats sont désormais en mesure d'indiquer de façon claire à la Régie des informations pertinentes dans les dossiers les concernant afin d'assurer une gestion optimale des rôles d'audience.

Fréquence des visites (nombre de « hits »)

Tableau : Nombre de consultation du site Web par exercice financier

CANAL	2009-2010	2010-2011	2011-2012
Internet	1 443 958	1 530 058	1 648 719

Fréquence moyenne de mises à jour

Une moyenne de dix fois par mois. Toutefois, en janvier de chaque année, une mise à jour importante est faite puisqu'il faut actualiser les documents relatifs à la fixation de loyer.

28. Nominations, depuis le 1^{er} avril 2012, de mandataires, émissaires, négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs ou autres :

- la liste;
- les mandats;
- les contrats octroyés pour chaque mandat;
- le résultat du travail effectué;
- les échéances prévues;
- les sommes impliquées.

Aucune.

29. Pour 2012-2013, les dépenses effectuées par ministère pour les visites et rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions.
-

Aucune dépense.

30. Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013 :

- les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;
- le nombre total de demandes reçues;
- le nombre total de demandes rejetées;
- le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
- le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;
- le nombre de demandes ayant été traitées hors délai.

L'information concernant l'accès à l'information sera présentée au rapport annuel 2012-2013 des ministères et organismes gouvernementaux.

31. La liste de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres depuis le 31 août 2012 :

- le coût (déplacements, etc.);
- le nombre de ressources affectées;
- le nombre de rencontres;
- le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.

Sans objet.

32. La liste des ententes et leur nature, signées depuis le 31 août 2012 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral et/ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.
-

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat des Affaires intergouvernementales canadiennes et ce, pour tous les ministères et organismes.

33. Le détail des crédits périmés et des gels de crédits pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, depuis le 31 août 2012 et les prévisions pour 2013-2014.
-

La réponse à cette question sera transmise par le **Conseil du trésor** pour tous les ministères et organismes.

34. Tel que prévu dans la Politique de financement des services publics, l'inventaire complet des services que le ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2013-2014.
-

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au rapport annuel 2012-2013 des ministères et organismes gouvernementaux.

35. Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement depuis le 31 août 2012 et prévisions 2013-2014.
-

La réponse à cette question sera transmise par le **Conseil du trésor** pour tous les ministères et organismes.

36. Pour chaque ministère et organisme, les sommes reçues en 2012-2013 ainsi que les prévisions pour 2013-2014 et 2014-2015 en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chacun des programmes, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.
-

Sans objet.

37. Pour chaque ministère et organisme public, la liste des ententes signées depuis le 1er avril 2004 avec une ou des Conférences régionales des élus en indiquant : la nature de l'entente; les sommes associées; la ou les dates de versement; la façon dont ces sommes sont dépensées.
-

Sans objet.

38. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour les années financières 2011-2012 et 2012-2013, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis;
-

	Montant reçu en 2012-2013 ⁽¹⁾
Bonis et mandats spéciaux	0,00\$

⁽¹⁾ Information connue au 30 novembre 2012

39. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour les années financières 2011-2012 et 2012-2013, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ.

PLQ: incluant des montants versés pour bris de contrat.

2012-2013	241 580,00\$ (Allocation de transition)
-----------	---

40. Depuis le 31 août 2012, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, dont les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée ?

- Fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions pour chaque personne;
- Fournir la liste des salaires versés à chaque personne

À la Régie du logement, il n'y a pas de cadre ou de dirigeant qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

41. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats de covérification octroyés par chaque ministère et organisme qui en relève en 2012-2013 en indiquant, pour chaque contrat :

- le nom du professionnel ou de la firme;
- le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- l'échéancier;
- le mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Sans objet.

42. Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir la ventilation des coûts, pour l'année 2012-2013, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir :

- la ou les dates des travaux;
- les coûts;
- le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

2012-2013 Coût des rénovation des bureaux de la haute direction

➤ Rénovations;	
➤ Signalisation;	
➤ Honoraires professionnels;	
➤ Aménagements; et	
➤ Déménagements	24 800 \$

Note : Ces coûts sont approximatifs et font partie d'un programme de rénovation comprenant l'ensemble des espaces administratifs de la Régie du logement.

43. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour les années financières 2011-2012 et 2012-2013, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale;
-

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

44. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour les années financières 2011-2012 et 2012-2013, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme;
-

Voir la réponse de la question 15 c) et 15 f).

45. Évolution de la taille (nombre total d'employés) de chaque cabinet ministériel, de chaque ministère et de chaque organisme public depuis 2003. Fournir les données pour chacune des années financières, de 2003-2004 à 2012-2013. Prévisions pour 2013-2014.
-

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

46. Pour chaque cabinet ministériel, chaque ministère et chaque organisme, le nombre de départs au sein de l'effectif (régulier, occasionnel et étudiant) pour les années financières 2011-2012 et 2012-2013. Fournir les données ventilées selon la raison du départ : la retraite; la démission; la révocation pour incompétence; la révocation pour incapacité; la fin d'emploi; le décès; la mise à pied; la destitution; toute autre raison.
-

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

47. Liste et solde de tous les fonds existants pour chacun des ministères et organismes ainsi que la dépense d'intérêts prévue en 2012-2013 pour chacun de ces fonds. Copie des états financiers de 2011-2012 et 2012-2013 pour chacun des fonds.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

1. Nombre de régisseurs pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014.

Année	Nombre de régisseurs qui traitent des rôles
2010-2011	34
2011-2012	34
2012-2013	41
2013-2014	42

Il importe de préciser que deux régisseurs, en l'occurrence M^e Luc Harvey et M^e Daniel Laflamme, respectivement Président et Vice-président aux activités du tribunal, ne sont pas inclus dans le tableau ci-dessus. M^e Laflamme siège partiellement au tribunal.

2. Nombre moyen de causes entendues par régisseur pour 2009-2010, 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014.

Nombre d'audiences tenues par catégorie

Régie du logement

Volume des audiences tenues	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013*
Fixation	3 459	7 308	6 202	3 645
Révision	168	205	140	64
Non-paiement	44 616	44 347	47 904	32 240
Causes civiles	22 949	23 155	22 848	16 253
TOTAL	71 192	75 015	77 094	52 202

* : Données en date du 30 novembre 2012

3. Délai moyen de chacune des causes entendues par les régisseurs, et ce, par type de cause.
-

Ensemble de la Régie

Délai pour une première audience		2011-2012	2012-2013*
Fixation et révision		6,7	5,3
Non-paiement		1,4	1,4
Causes civiles	Urgente	1,8	1,8
	Prioritaire	14,7	15,0
	Générale	20,3	19,6

* : Données en date du 30 novembre 2012

4. Statistiques sur les activités de la Régie par région en indiquant :

- a) la nature des recours intentés;
 - i. Trié par type de recours;
 - b) le nombre de requêtes déposées;
 - i. Trié par type de requêtes;
 - c) le nombre de décisions rendues;
 - d) les délais entre le dépôt de la requête et l'audition;
 - e) les délais entre l'audition et la signification de la décision;
 - f) le nombre de décisions contestées;
 - g) le nombre de décisions contestées et qui ont été renversées;
 - h) le nombre de forclores.
-

A) LA NATURE DES RECOURS INTENTÉS TRIÉE PAR TYPE DE RECOURS

Volume des demandes introduites et relancées

FIXATION	2012-2013*
Introduites par les propriétaires	3 000
Introduites par les locataires	108
Causes relancées	29
Total	3 137

REVISION	2012-2013*
Introduites par les propriétaires	33
Introduites par les locataires	36
Causes relancées	1
Total	70

NON-PAIEMENT DE LOYER	2012-2013*
Recouvrements-résiliations	25 736
Résiliations pour retards fréquents	3 520
Causes relancées	1 246
Total	30 502

CAUSES CIVILES 2012-2013*

Causes introduites par les propriétaires	9 031
Demandes liées au déguerpissement	2 078
Résiliations de bail pour autre motif	2 967
Recouvrements de loyer (cas spéciaux)	1 313
Rétractations d'une décision	295
Reprises du logement	258
Dommages-intérêts	529
Expulsions après échéance du bail	292
Ordonnances	276
Autorisations de convertir en copropriété divisée	191
Aliénations d'un ensemble immobilier	2
Recours propres aux logements à loyer modique	6
Travaux majeurs (autorisation)	14
Autres recours	810
Causes introduites par les locataires	5 570
Résiliations de bail	487
Diminutions de loyer	971
Dommages punitifs	399
Autres dommages-intérêts	615
Rétractations d'une décision	1 404
Autorisations de déposer le loyer	326
Restitutions d'une somme due	112
Ordonnances	212
Recours entre colocataires	51
Recours propres aux logements à loyer modique	47
Travaux majeurs (opportunité et conditions)	42
Autres recours	904
Causes relancées	471
Total des causes civiles	15 072

	2012-2013*
ENSEMBLE DES CAUSES	48 781

* : Données en date du 30 novembre 2012

B) LE NOMBRE DE REQUÊTES DÉPOSÉES TRIÉ PAR TYPE DE REQUÊTE

Volume d'entrée des causes par direction territoriale et par catégorie

Régie du logement

Volume des demandes introduites	2012-2013 *
Fixation	3 137
Révision	70
Non-paiement	30 502
Causes civiles	15 072
TOTAL	48 781

Direction territoriale de Québec et de l'Est du Québec

Volume des demandes introduites	2012-2013 *
Fixation	310
Révision	4
Non-paiement	4 778
Causes civiles	2 634
TOTAL	7 726

Direction territoriale de Montréal

Volume des demandes introduites	2012-2013 *
Fixation	2 403
Révision	58
Non-paiement	13 717
Causes civiles	6 911
TOTAL	23 089

Direction territoriale du Nord et de l'Ouest du Québec

Volume des demandes introduites	2012-2013 *
Fixation	424
Révision	8
Non-paiement	12 007
Causes civiles	5 527
TOTAL	17 966

* : Données en date du 30 novembre 2012

C) LE NOMBRE DE DÉCISIONS RENDUES

Nombre de décisions rendues, par direction territoriale et par catégorie

Régie du logement

Volume des décisions rendues	2012-2013 *
Fixation	2 181
Révision	57
Non-paiement	21 492
Causes civiles	10 207
Total	33 937

Direction territoriale de Québec et de l'Est du Québec

Volume des décisions rendues	2012-2013 *
Fixation	221
Révision	13
Non-paiement	3 351
Causes civiles	1 499
Total	5 084

Direction territoriale de Montréal

Volume des décisions rendues	2012-2013 *
Fixation	1 541
Révision	27
Non-paiement	9 465
Causes civiles	5 520
Total	16 553

Direction territoriale du Nord et de l'Ouest du Québec

Volume des décisions rendues	2012-2013 *
Fixation	419
Révision	17
Non-paiement	8 676
Causes civiles	3 188
Total	12 300

* : Données en date du 30 novembre 2012

Traitement des causes

Régie du logement

Conclusion des audiences	2012-2013 *
Délibérés ou décisions sur le banc	33 074
Ententes à l'audience	2 028
Désistements à l'audience	2 151
Suspensions à l'audience	79
Remises	7 839
Ajournements	1 251
Causes rayées	4 840
Remises sine die	940
Total	52 202
<i>% remises et ajournements</i>	<i>17,4%</i>
<i>% ententes à l'audience</i>	<i>3,9%</i>
Dossiers traités avant audience	2012-2013 *
Désistements avant audience	6 524
Ententes avant audience	517
Demandes suspendues par entente	655
Jugements ou décisions rendues	15
Total	7 711

* : Données en date du 30 novembre 2012

D) LES DÉLAIS ENTRE LE DÉPÔT DE LA REQUÊTE ET L'AUDITION

Délai pour obtenir une première audience (en mois)

Régie du logement

Délai pour une première audience	Moyenne 2012-2013*
Fixation et révision	5,3
Non-paiement	1,4
Causes urgentes	1,8
Causes prioritaires	15,0
Causes générales	19,6

* : Données en date du 30 novembre 2012

Direction territoriale de Québec et de l'Est du Québec

Délai pour une première audience	Moyenne 2012-2013*
Fixation et révision	7,8
Non-paiement	1,4
Causes urgentes	2,2
Causes prioritaires	9,0
Causes générales	14,6

* : Données en date du 30 novembre 2012

Direction territoriale de Montréal

Délai pour une première audience	Moyenne 2012-2013*
Fixation et révision	4,8
Non-paiement	1,1
Causes urgentes	1,5
Causes prioritaires	16,5
Causes générales	21,4

* : Données en date du 30 novembre 2012

Direction territoriale du Nord et de l'Ouest du Québec

Délai pour une première audience	Moyenne 2012-2013*
Fixation et révision	6,0
Non-paiement	1,6
Causes urgentes	2,1
Causes prioritaires	13,5
Causes générales	20,2

* : Données en date du 30 novembre 2012

E) LES DÉLAIS ENTRE L'AUDITION ET LA SIGNIFICATION DE LA DÉCISION

Délais pour rendre une décision (en jours ouvrables)

Régie du logement

Délai pour rendre une décision	Moyenne 2012-2013*
Fixation et révision	32,0
Non-paiement	11,0
Causes civiles	17,0

Direction territoriale de Québec et de l'Est du Québec

Délai pour rendre une décision	Moyenne 2012-2013*
Fixation et révision	26,0
Non-paiement	7,0
Causes civiles	14,0

Direction territoriale de Montréal

Délai pour rendre une décision	Moyenne 2012-2013*
Fixation et révision	35,0
Non-paiement	12,0
Causes civiles	18,0

Direction territoriale du Nord et de l'Ouest du Québec

Délai pour rendre une décision	Moyenne 2012-2013*
Fixation et révision	26,0
Non-paiement	11,0
Causes civiles	16,0

* : Données en date du 30 novembre 2012

F) LE NOMBRE DE DÉCISIONS CONTESTÉES

Volume d'entrée des causes de contestation d'une décision par direction territoriale et par catégorie

Régie du logement

Demandes de contestation d'une décision	2012-2013*
Révision d'une décision en fixation	70
Rétractation d'une décision - Propriétaires	295
Rétractation d'une décision - Locataires	1 404

Direction territoriale de Québec et de l'Est du Québec

Demandes de contestation d'une décision	2012-2013*
Révision d'une décision en fixation	4
Rétractation d'une décision - Propriétaires	31
Rétractation d'une décision - Locataires	137

Direction territoriale de Montréal

Demandes de contestation d'une décision	2012-2013*
Révision d'une décision en fixation	58
Rétractation d'une décision - Propriétaires	202
Rétractation d'une décision - Locataires	754

Direction territoriale du Nord et de l'Ouest du Québec

Demandes de contestation d'une décision	2012-2013*
Révision d'une décision en fixation	8
Rétractation d'une décision - Propriétaires	62
Rétractation d'une décision - Locataires	513

* : Données en date du 30 novembre 2012

G) LE NOMBRE DE DÉCISIONS CONTESTÉES ET QUI ONT ÉTÉ RENVERSÉES

La conclusion d'une décision n'est pas une information qui se prête à la saisie informatique.

Quant aux décisions qui auraient pu être contestées à la Cour du Québec, il n'est pas possible d'obtenir des statistiques précises puisque ni les parties, ni la Cour du Québec n'ont l'obligation de transmettre à la Régie du logement une copie de la requête. Toutefois, selon les données enregistrées à la Régie du logement, le nombre de décisions contestées s'avère peu significatif compte tenu du volume de décisions rendues.

Nombre de décisions contestées devant la Cour du Québec

Régie du logement

Volume d'appels devant la Cour du Québec		2012-2013*
Fixation et révision		0
Non-paiement		0
Causes civiles		4
Total		4

* : Données en date du 30 novembre 2012

H) LE NOMBRE DE FORCLOSES

Déclarations de forclusion émises par le tribunal	2012-2013*
Direction territoriale de Québec et de l'Est du Québec	43
Direction territoriale de Montréal	160
Direction territoriale du Nord et de l'Ouest du Québec	155
Régie du logement	358

* : Données en date du 30 novembre 2012

5. Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés de la Régie du logement. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.
-

LES ACTIVITÉS DE FORMATION DU PERSONNEL DE LA RÉGIE DU LOGEMENT
1^{ER} AVRIL 2012 AU 30 NOVEMBRE 2012

Date	Titre des formations	Formateur	Lieu	Nombre de participants	Nombre d'heures	Coût d'inscription
------	----------------------	-----------	------	------------------------	-----------------	--------------------

AVRIL 2012						
1 au 30	Transfert de connaissance-reddition de compte du Tribunal	Formation à l'interne	Montréal	1	133	0,00 \$
3	Boni cadre	Conseil du trésor	Montréal	1	3,5	0,00 \$
5	Techniques d'impact	Académie Impact*	Montréal	1	3,5	0,00 \$
16 au 30	Formation pour les nouveaux préposés aux renseignements	Formation à l'interne	Montréal	4	308	0,00 \$
17	Nouveau régisseur	Formation à l'interne	Montréal	1	7	0,00 \$
18	Gestion prévisionnelle de la main d'œuvre (GPMO)	Conseil du trésor	Québec	1	0,5	0,00 \$
23 au 30	Formation pour les nouveaux préposés aux renseignements	Formation à l'interne	Montréal	1	42	0,00 \$

* Formation dispensée par l'Association des conseillers en gestion des ressources humaines (ACGRH)

Date	Titre des formations	Formateur	Lieu	Nombre de participants	Nombre d'heures	Coût d'inscription
------	----------------------	-----------	------	------------------------	-----------------	--------------------

MAI 2012						
1 au 7	Formation pour les nouveaux préposés aux renseignements (suite)	Formation à l'interne	Montréal	1	35	0,00 \$
1 au 8	Formation pour les nouveaux préposés aux renseignements (suite)	Formation à l'interne	Montréal	3	126	0,00 \$
1 au 10	Formation pour les nouveaux préposés aux renseignements (suite)	Formation à l'interne	Montréal	2	56	0,00 \$
3	Collecte de données en matières de ressources informationnelles	SCT	Montréal	2	14	0,00 \$
3	Transfert de connaissance - Reddition de compte du Tribunal	Formation à l'interne	Montréal	1	7	0,00 \$
11	Transfert de connaissance - Reddition de compte du Tribunal	Formation à l'interne	Montréal	1	7	0,00 \$
14	Cours d'anglais	Berlitz Language Center	Montréal	1	2	2 003,00 \$
15 et 16	Préparation à la retraite	CARRA	Cégep de Riouski	1	14	250,00 \$
17	Transfert de connaissance - Reddition de compte du Tribunal	Formation à l'interne	Montréal	1	7	0,00 \$
22 au 28	Nouveau régisseur	Formation à l'interne	Montréal	1	35	0,00 \$
23	Cours d'anglais	Berlitz Language Center	Montréal	1	2	(Payé)*
23 au 25	Tenue de concours	SCT	Montréal	1	21	0,00 \$
24	Rencontre de la haute fonction publique	MCEQ	Québec	2	4	0,00 \$
24	Transfert de connaissance - Reddition de compte du Tribunal	Formation à l'interne	Montréal	1	8	0,00 \$
29 au 31	Session d'accueil à l'intention des nouveaux membres des tribunaux administratifs	MCEQ	Québec	6	111	0,00 \$

Date	Titre des formations	Formateur	Lieu	Nombre de participants	Nombre d'heures	Coût d'inscription
------	----------------------	-----------	------	------------------------	-----------------	--------------------

JUIN 2012

1	Appréciation de la crédibilité des témoins	Juge Marie St-Pierre	Montréal	1	3	85,00 \$
1 au 22	Nouveau régisseur	Formation à l'interne	Montréal	1	112	0,00 \$
7	Cours d'anglais	Berlitz Language Center	Montréal	1	2	2 003,00 \$
7 au 8	Congrès 2012 du Barreau du Québec	Barreau du Québec	Québec	2	28	700,00 \$
7 au 9	Congrès 2012 du Barreau du Québec	Barreau du Québec	Québec	3	21	2 250,00 \$
8	Recherche UNIK	Barreau du Québec	Québec	2	12	804,82 \$
11	Sagir	CSPQ	Montréal	2	14	0,00 \$
12	RITM	DGRT-CSPQ	Montréal	1	4	0,00 \$
12 et 13	Technique de conciliation / médiation	RRSPT (Céline Vallières)	Québec	1	14	450,00 \$
14	Cours d'anglais	Berlitz Language Center	Montréal	1	2	(Payé)*
14	Cours d'anglais	Berlitz Language Center	Montréal	1	2	0,00 \$
19	Campagne Entraide	Comité Entraide	Montréal	1	3	0,00 \$
19 et 20	Santé et sécurité	APSAPP (Julie Forest)	Montréal	1	14	0,00 \$
19 et 20	Invitation pour les nouveaux membres de comité de santé et de sécurité	APSAPP	Montréal	1	14	0,00 \$
20	Cours d'anglais	Berlitz Language Center	Montréal	1	2	0,00 \$
21	Cours d'anglais	Berlitz Language Center	Montréal	1	2	0,00 \$
28	Cours d'anglais	Berlitz Language Center	Montréal	1	2	0,00 \$

* : Le coût total pour 36 heures de cours est 2003,00\$ (payé le 7 juin 2012).

JUILLET 2012

16	Cours d'anglais	Berlitz Language Center	Montréal	1	2	0,00 \$
----	-----------------	-------------------------	----------	---	---	---------

AOÛT 2012

23	Compagne Entraide	Comité Entraide	Montréal	1	2	0,00 \$
----	-------------------	-----------------	----------	---	---	---------

Date	Titre des formations	Formateur	Lieu	Nombre de participants	Nombre d'heures	Coût d'inscription
------	----------------------	-----------	------	------------------------	-----------------	--------------------

SEPTEMBRE 2012

11	Compagne Entraide	Comité Entraide	Montréal	1	3	0,00 \$
12	Cours d'anglais	Berlitz Language Center	Montréal	1	2	0,00 \$
20	Cours d'anglais	Berlitz Language Center	Montréal	1	2	0,00 \$
24	Observation des règles contractuelles	SCT	Montréal	1	2	0,00 \$
24 au 28	Formation juridique	Formation à l'interne	Montréal	1	35	0,00 \$
25	Cours d'anglais	Berlitz Language Center	Montréal	1	2	0,00 \$
27	Cours d'anglais	Berlitz Language Center	Montréal	1	2	0,00 \$

Date	Titre des formations	Formateur	Lieu	Nombre de participants	Nombre d'heures	Coût d'inscription
------	----------------------	-----------	------	------------------------	-----------------	--------------------

OCTOBRE 2012						
1 au 17	Formation juridique (suite)	Formation à l'interne	Montréal	1	77	0,00 \$
3	Directive en matière de ressources informationnelles	SCT-DPI	Montréal	1	2	0,00 \$
4	Cours d'anglais	Berlitz Language Center	Montréal	1	2	0,00 \$
9 au 11	Création/modification de rapports dans SISTA	Nurun	Québec	1	21	3 250,00 \$
9 au 26	Formation des nouveaux préposés aux renseignements	Formation à l'interne	Montréal	7	686	0,00 \$
10	Droit de gérance versus harcèlement psychologique	Alliance des cadres de l'État	Montréal	1	3,5	230,00 \$
11	Cours d'anglais	Berlitz Language Center	Montréal	1	2	0,00 \$
11 et 12	Administration d'examen	CSPQ	Montréal	1	14	350,00 \$
14 et 15	Moyens d'évaluation écrits, oraux et pratiques	CSPQ	Québec	1	14	350,00 \$
16 et 17	Formation continue des préposés aux renseignements	Formation à l'interne	Montréal	8	112	0,00 \$
16 et 17	Moyens d'évaluation écrits, oraux et pratiques	CSPQ	Québec	1	14	350,00 \$
17	Nouveau régisseur	Formation à l'interne	Montréal	1	7	0,00 \$
18	Atelier de rédaction	Barreau du Québec	Montréal	1	6,5	0,00 \$
18	Cours d'anglais	Berlitz Language Center	Montréal	1	2	0,00 \$
24	Développement durable	MDDE	Montréal	1	3	0,00 \$
25	Cercle de la haute fonction publique	MCEQ	Québec	1	2	0,00 \$
25	Cours d'anglais	Berlitz Language Center	Montréal	1	2	0,00 \$
26	Colloque sur le louage résidentiel	Barreau de Montréal	Montréal	5	36	608,84 \$
30	Harmonisation de la taxe de vente	SCT	Montréal	3	9	0,00 \$
30 et 31	Sagir RH-10 Dossier des personnes-volet responsable des dossiers	CSPQ	Québec	1	14	0,00 \$
30 et 31	Formation continue des préposés aux renseignements	Formation à l'interne	Montréal	10	140	0,00 \$

Date	Titre des formations	Formateur	Lieu	Nombre de participants	Nombre d'heures	Coût d'inscription
------	----------------------	-----------	------	------------------------	-----------------	--------------------

NOVEMBRE 2012						
1	Cours d'anglais	Berlitz Language Center	Montréal	1	2	0,00 \$
3	Langage clair et langage corporel	Barreau du Québec	Montréal	1	5	333,99 \$
6	Formation continue des préposés aux renseignements	Formation à l'interne	Montréal	1	7	0,00 \$
6 et 7	Formation continue des préposés aux renseignements	Formation à l'interne	Montréal	4	56	0,00 \$
6 et 7	Formation continue des préposés aux renseignements	Formation à l'interne	Québec (visio-conférence)	4	56	0,00 \$
6 et 7	Formation continue des préposés aux renseignements	Formation à l'interne	Gaspé (visio-conférence)	1	14	0,00 \$
7	Justice pour tous	Barreau du Québec	Montréal	1	3	0,00 \$
7 et 8	Session de planification à la retraite	CARRA	Québec	1	14	250,00 \$
8	Cours d'anglais	Berlitz Language Center	Montréal	1	2	0,00 \$
8	Gestion éthique	MCEQ	Québec	1	4	0,00 \$
8	Séminaire patronal-syndical	Conseil du trésor	Québec	1	7	0,00 \$
9	Cours d'anglais	Berlitz Language Center	Montréal	1	1,5	0,00 \$
13	Cours d'anglais	Berlitz Language Center	Montréal	1	1,5	0,00 \$
13 et 14	Formation continue des préposés aux renseignements	Formation à l'interne	Montréal	6	84	0,00 \$
13 et 14	Formation continue des préposés aux renseignements	Formation à l'interne	Rimouski (visio-conférence)	2	28	0,00 \$
13 et 14	Formation continue des préposés aux renseignements	Formation à l'interne	Sept-Îles (visio-conférence)	1	14	0,00 \$

Date	Titre des formations	Formateur	Lieu	Nombre de participants	Nombre d'heures	Coût d'inscription
15	Cours d'anglais	Berlitz Language Center	Montréal	1	2	0,00 \$
15 et 16	Analyse de la fiabilité des données financières	Contrôleur des finances	Montréal	1	14	0,00 \$
19 et 20	Formation de secouriste	Formation Urgences Lanaudière	Joliette	1	14	100,00 \$
20	Conférence annuelle de la SCHL	SCHL	Montréal	2	7	280,00 \$
21	Personne-ressource en ergonomie	APSSAP	Montréal	1	7	0,00 \$
21 et 22	Formation Méthode Hay	SCT et Groupe Hay (Jean-Claude Savoie)	Québec	1	14	1 400,00 \$
21 et 22	Formation continue des préposés aux renseignements	Formation à l'interne	Montréal	9	126	0,00 \$
21 et 22	Formation continue des préposés aux renseignements	Formation à l'interne	Trois-Rivières (visio-conférence)	1	14	0,00 \$
27 et 28	Formation continue des préposés aux renseignements	Formation à l'interne	Montréal	9	126	0,00 \$
27 et 28	Formation continue des préposés aux renseignements	Formation à l'interne	Saguenay (visio-conférence)	2	28	0,00 \$
28	Cours d'anglais	Berlitz Language Center	Montréal	1	1,5	0,00 \$
30	La révision judiciaire	Me Pierre Faribault	Gatineau	1	3	120,00 \$
30	Les récents développements en droit de l'accès à l'information et de la protection des renseignements	Barreau du Québec	Montréal	1	7	248,75 \$

11. Pour chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère pour l'année 2012-2013, indiquer :
- a) la liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération ;
 - b) la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV ;
 - c) leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.

Sans objet.

12. Liste de tous les sommets auxquels ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2012-2013. Indiquer :

- a) le lieu ;
- b) le coût ;
- c) la ou les dates de participation ;
- d) le nombre de participants ;
- e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité ;
- f) le nom de la formation ou de l'activité.

Sans objet.

Demande de renseignements particuliers requis par l'opposition officielle
Deuxième opposition

13. Sommes dépensées en 2012-2013 (et prévisions pour 2013-2014) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

CATÉGORIE DE DÉPENSES	2012-2013 ⁽¹⁾	2013-2014
Continuité		
Encadrement	32 000 \$	32 600 \$
Services professionnels internes	294 100 \$	259 800 \$
Services professionnels gouvernementaux (CSPQ et autres)	1 069 500 \$	898 000 \$
Services professionnels externes	1 800 \$	2 000 \$
Achat de logiciels, licences et matériel	700 000 \$	714 000 \$
Projets (nouvelles initiatives et parachèvement)		
Services professionnels internes	316 000 \$	20 000 \$
Services professionnels gouvernementaux (CSPQ et autres)	0 \$	0 \$
Services professionnels externes	1 023 000 \$	1 980 000 \$
Achat de logiciels, licences et matériel	6 000 \$	300 000 \$
TOTAL	3 442 400 \$	4 206 400 \$

(1) : Les montants de 2012-2013 comprennent le réel au 30 novembre 2012 et une simulation des sommes dépensées jusqu'au 31 mars 2013.

14. Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2012-2013, en indiquant pour chacun :

- a) son mandat ;
 - b) la liste des membres ;
 - c) le budget dépensé ;
 - d) **le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres ;**
 - e) les résultats atteints.
-

La Régie n'a participé à aucun comité interministériel.

17. Liste et copie de tous les sondages effectués en 2012-2013, en indiquant les coûts, le sujet et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser.
-

Sans objet.

20. Pour le ministère et chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres qui en relèvent, indiquer pour l'année 2012-2013 :

- a) la liste de tous les concours et tirages effectués ;
- b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix ;
- c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours.

Sans objet.

21. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour les années financières 2011-2012 et 2012-2013 :

- le nom de toutes les campagnes;
 - les coûts de ces campagnes;
 - le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser ;
 - les dates de diffusion de la campagne;
 - les objectifs visés par chaque campagne.
-

Sans objet.